

Direction générale de l'aviation civile

**Convention de concession du 4 juillet 2003
de l'aéroport d'Amiens - Glisy**

NOR : *EQUA0410041X*

Conformément à l'article 1.2 du cahier des charges, une convention de concession pour la construction, l'entretien et l'exploitation de l'aéroport d'Amiens - Glisy est conclue entre :

D'une part, le ministre chargé de l'aviation civile, agissant au nom de l'Etat et dénommé dans les divers actes de la concession « autorité concédante » ;

D'autre part, la chambre de commerce et d'industrie d'Amiens représentée par son président et dénommée dans les divers actes de la concession « concessionnaire »,

TITRE I^{er}

OBJET ET NATURE DE LA CONCESSION

Article 1^{er}

Situation administrative de la concession

La situation administrative de la concession est décrite dans l'annexe I à la présente convention.

Article 2

Assiette de la concession

Les listes des biens de retour, des biens de reprise et des biens propres prévues à l'article 4 du cahier des charges composent l'annexe II, complétée d'un plan parcellaire de la concession distinguant par des couleurs distinctes les terrains, ouvrages et installations concédés de ceux qui ne le sont pas.

Article 3

Contrats transférés au concessionnaire

La liste des contrats et engagements pour lesquels le concessionnaire est subrogé au précédent occupant-gestionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6 du cahier des charges, figure dans l'annexe III.

Article 4

Modalités de règlement des avances remboursables

Sans objet.

Article 5

Plan à cinq ans

Le concessionnaire est tenu d'établir en concertation avec l'autorité concédante, un plan à cinq ans destiné à définir et proposer :

- le contexte et la situation présente du ou des aérodromes de la concession ;
- les objectifs généraux de développement ;
- les objectifs de qualité de service ;
- divers objectifs financiers et de performance et notamment les volumes annuels maximaux d'emprunts nouveaux liés à ces objectifs ;
- la liste des principaux investissements envisagés.

TITRE II

ÉQUIPEMENT ET EXPLOITATION

Article 6

Dossiers d'investissement

Dès lors que le concessionnaire envisage la réalisation d'un projet excédant 20 000 euros un dossier d'investissement doit être transmis pour approbation à l'autorité concédante conformément aux dispositions de l'article 10 du cahier des charges.

Article 7

Exécution des tâches aéronautiques

Sous réserve de dispositions spécifiques prévues à l'article 16 de la présente convention de concession, les modalités d'exécution et de financement des tâches et services prévus aux articles 15, 16 et 22 du cahier des charges sont définies de la façon suivante :

1. Dans le cadre de la présente concession, l'autorité concédante n'exécute pas le service du contrôle d'aérodrome ;
2. La répartition matérielle et financière des tâches aéronautiques entre l'autorité concédante et le concessionnaire s'effectue selon les dispositions prévues dans les articles 22-I et 22-II du cahier des charges.

Article 8

Exécution des tâches de sécurité

Pour l'exécution des tâches de sécurité incendie et sauvetage et de prévention du péril aviaire, l'autorité concédante apporte au concessionnaire la contribution suivante :

- a) L'Etat peut fournir des moyens en matériel au concessionnaire. Le cas échéant, les matériels sont incorporés à la concession au titre des biens de retour ;
- b) L'Etat, dans les conditions prévues par l'article 1609 *quatervicies* du code général des impôts, fixe le tarif de la taxe d'aéroport perçue au profit du concessionnaire et assure le recouvrement et le contrôle de cette taxe ; il peut accorder des subventions au concessionnaire, dans les conditions prévues à l'article 46 de la loi de finances pour 1995 (n° 94-1162 du 29 décembre 1994) modifié.

Article 9

Exécution des tâches de sûreté

Dans le cadre de la présente concession, le concessionnaire exécute les missions suivantes : les tâches de sûreté sont exécutées selon la réglementation et les instructions en vigueur.

Article 10

Renseignements statistiques

Le concessionnaire fournit à l'autorité concédante un état statistique dans les domaines suivants :

Trafic : le protocole d'accord relatif aux renseignements statistiques fixe les modalités de transmission des statistiques de trafic ;

Exploitation : le protocole d'accord relatif aux renseignements statistiques fixe les modalités de transmission des statistiques d'exploitation ;

Environnement : le protocole d'accord relatif aux renseignements statistiques fixe les modalités de transmission des statistiques d'environnement.

TITRE III

RÉGIME FINANCIER

Article 11

Taux des redevances perçues par le concessionnaire

1. Les taux des redevances prévues à l'article R. 224-2 du code de l'aviation civile applicables à la date de signature de la présente convention de concession ont les valeurs suivantes :

DÉSIGNATION	(EUROS) HT	(EUROS) TVA	(EUROS) TTC
Redevance atterrissage aéronef INF 1,5 t	5,02	0,98	6,00
Redevance atterrissage aéronef INF 1,5 t (aeroclub)	4,18	0,82	5,00
Redevance atterrissage aéronef de 1,5 à 2,5 t	7,53	1,47	9,00
Redevance atterrissage aéronef de 2,5 à 4 t	9,2	1,8	11,00
Redevance atterrissage aéronef de 4 à 5 t	11,71	2,29	14,00
Redevance atterrissage aéronef de 5 à 6 t	14,21	2,79	17,00
Redevance atterrissage aéronef de 6 à 12 t	22,58	4,43	27,00
Redevance atterrissage aéronef de 12 à 24 t	64,38	12,62	77,00
Redevance atterrissage aéronef de 24 à 48 t	177,26	34,74	212,00
Redevance atterrissage forfait annuel avion aéroclub	384,62	75,38	460,00
Redevance atterrissage forfait annuel ULM	62,71	12,29	75,00
Redevance passager	3,34	0,66	4,00
Redevance balisage lumineux	33,45	6,55	40,00
Redevance balisage lumineux télécommande (paiement sous 48 h)	10,03	1,97	12,00

Redevance balisage lumineux télécommande (paiement après 48 h)	20,07	3,93	24,00
Stationnement aéronef (franchise 6 h) les 6 heures	5,02	0,98	6,00
Surtaxe horaire d'ouverture hors horaire	25,08	4,92	30,00
Surtaxe facturation par lettre recommandée	10,03	1,97	12,00
Surtaxe facturation par officier ministériel	41,81	8,19	50,00

2. Les taux des redevances mentionnés au 1 ci-dessus évoluent dans les conditions fixées par l'article R. 224-2 du code de l'aviation civile.

Article 12
Redevance domaniale

Le concessionnaire verse à la caisse du receveur local des impôts d'Amiens une redevance annuelle due au titre de son occupation des terrains concédés.

Le premier terme d'un montant de 152 euros sera payé dans le mois qui suit la publication de l'arrêté approuvant la présente convention de concession.

Les autres termes seront versés le 1^{er} janvier de chaque année et réévalués suivant l'évolution de l'indice national INSEE du coût de la construction le montant exigible étant arrêté par le directeur des services fiscaux de la Somme sur proposition du directeur de l'aviation civile nord.

Article 13
Fixation du montant de l'indemnité compensatoire

La valeur du paramètre x, prévu à l'article 50-2 du cahier des charges est égale à 5.

TITRE IV
DURÉE DE LA CONCESSION

Article 14
Durée

La durée de la concession est fixée à 5 ans, à compter de la date de publication de l'arrêté interministériel approuvant le cahier des charges et la présente convention de concession au *Journal officiel* de la République française.

TITRE V
CLAUSES DIVERSES

Article 15
Droit préférentiel du concessionnaire

Conformément aux dispositions de l'article 52 du cahier des charges, le concessionnaire bénéficie d'un droit préférentiel pour soumettre une offre à l'autorité concédante dans les limites territoriales de l'organisme ou de la collectivité concessionnaire.

Article 16
*Modalités spécifiques d'application
de certains articles du cahier des charges*

Sans objet.

Article 17
Election de domicile

Le concessionnaire fait élection de domicile à l'adresse suivante : 6, boulevard de Belfort, 80039 Amiens Cedex 1.

Article 18
Protocoles annexés à la convention de concession

La liste des protocoles prévue à l'article 1^{er} du cahier des charges figure dans l'annexe IV.

Article 19
Frais d'impression et de publication des actes de concession

Les frais d'impression, de publication au *Journal officiel* de la République française, de timbre, d'enregistrement de la présente convention, du cahier des charges et des documents annexes sont à la charge du concessionnaire.

Article 20
Entrée en vigueur de la concession

La présente convention et le cahier des charges portant concession de l'aéroport d'Amiens - Glisy à la chambre de commerce et d'industrie d'Amiens, entreront en application à compter de la date de publication au *Journal officiel* de l'arrêté interministériel d'approbation des documents précités.

Fait le 4 juillet 2003.

Pour le ministre de l'équipement,
des transports, du logement et de la
mer :

*Le chef du service
des bases aériennes,*

C. Azam

*Le président de la chambre
de commerce et d'industrie
d'Amiens,*

B. Deserable